

BIBLIOGRAPHIE

DES ÉCONOMISTES ANALYSENT LE SYSTÈME ÉDUCATIF

par

Bernard CAZES

L'Économie de l'Éducation (éditions Economica), qui vient de paraître sous la direction de J. Cl. Eicher et L. Lévy-Garboua, est un ouvrage collectif où sont rassemblées une quinzaine de contributions d'origines très diverses. Il ne peut donc s'agir ici que d'impressions de lecture très sélectives, qui mettent délibérément l'accent sur les aspects *policy-oriented* de cet ouvrage. Ces impressions seront classées en cinq rubriques :

1. Marché du travail.
2. Fonctionnement du système éducatif.
3. Évaluation *a posteriori* des politiques publiques.
4. Éléments prévisionnels.
5. Propositions touchant certaines politiques publiques.

1. MARCHÉ DU TRAVAIL

Ce premier aspect, un peu marginal par rapport à l'orientation générale du livre, apparaît surtout à travers les appréciations très pondérées portées sur la théorie néo-classique du capital humain et les théories de rechange centrées sur la notion de segmentation. La première est présentée comme possédant « un pouvoir explicatif important quand on l'applique aux groupes sociaux qui (...) se voit reconnaître par la société une grande liberté de choix », mais elle ne peut prétendre à une validité universelle (Eicher, p. 25, 26). A l'inverse, « il n'est pas question de dire qu'il faut remplacer la théorie du capital humain par la théorie de la segmentation pour expliquer les liens entre formation et carrière professionnelle, car à l'heure actuelle il n'existe pas une théorie de la segmentation cohérente et ayant subi avec succès l'épreuve des fait » (*id.*).

En liaison plus directe avec les préoccupations opératoires, on notera (Lévy-Garboua, p. 44 et 120) la référence à une « hypothèse d'encombrement » pour rendre compte des conditions de rémunération désavantageuses des ouvriers : on constate que 80 % des fils d'ouvriers qui ont un niveau d'études primaires deviennent ouvrier comme leur père, contre 47 % seulement pour toutes les autres catégories dont les fils ont, eux aussi, un niveau d'études primaires. Comme la substitution entre métiers manuels et non

manuels est très imparfaite, les fils d'ouvriers ont tendance à « encombrer » plus que les autres des marchés où s'échangent des formations « illiquides » (1) (diplômes techniques courts) en pesant sur les salaires.

Ce point mériterait d'être approfondi dans la mesure où il y a là une articulation possible entre deux discours qui, tout en étant l'un et l'autre parfaitement tenables, ont généralement tendance à s'ignorer — à savoir un premier discours sur la sous-rémunération des ouvriers par rapport aux cols blancs, qui conduit le plus souvent à préconiser une pesée gouvernementale sur la formation des revenus primaires, comme si le capital humain détenu par les facteurs ainsi rémunérés ne comptait pas, et un second discours sur la nécessité de réduire les inégalités scolaires, généralement formulé sans référence à ses incidences éventuelles sur la hiérarchie des salaires.

2. FONCTIONNEMENT DU SYSTÈME ÉDUCATIF

C'est incontestablement une des parties les plus intéressantes et aussi les plus complexes du livre. L. Lévy-Garboua s'y attache à montrer que l'avènement d'une Université de masse (2) a eu « deux effets qui échappent globalement au contrôle des étudiants » (p. 193) : amenuisement des perspectives professionnelles (en raison de l'excès de l'offre des sorties de l'enseignement supérieur sur le marché du travail), insuffisance de l'aide (familiale et étatique) aux nouveaux étudiants d'origine sociale modeste, à quoi il faut ajouter l'aggravation des échecs universitaires depuis 10 ans (p. 186).

Les comportements de réponse des étudiants sont analysés à l'aide d'un modèle dit d'éligibilité fondé sur l'hypothèse que l'étudiant cherche simultanément deux types d'« utilité » lorsqu'il se lance dans des études post-secondaires : d'une part, acquérir un droit (en français, devenir « éligible ») d'accès au marché des élites, sous forme d'une plus grande probabilité de bénéficier d'un revenu ou/et d'un prestige supérieurs, d'autre part pénétrer sur le marché de la « qualité de la vie », c'est-à-dire des agréments non marchands attachés à l'existence d'étudiant. Face à la double ou triple dégradation qui vient d'être mentionnée, et que précisent les données des p. 183-186, et sentant bien que leurs satisfactions futures sont appelées à décroître relativement aux autres groupes, les étudiants compensent la perte de bien-être futur « par un gain de bien-être immédiat et d'efficacité dans l'obtention du diplôme universitaire. Le meilleur moyen de parvenir à ces fins est de substituer du temps de travail rémunéré au temps d'étude non obligatoire en maintenant sensiblement le temps de loisir indépendant » (p. 194 ; on trouvera p. 197 et suivantes, les données qui corroborent la pertinence de ce modèle).

Parallèlement, et d'une manière qui n'est pas explicitement raccordée au schéma de L. Lévy-Garboua, F. Orivel a testé la cohérence des choix des étudiants, non plus quant à l'allocation effective de leur budget-temps, mais par rapport aux différentes filières d'études, et à leurs coûts et avantages respectifs du point de vue des utilités présentes et futures, pécuniaires et non pécuniaires, qu'elles présentent. Sa comparaison montre que les études scientifiques sont les moins attirantes pour la plupart des critères retenus, ce qui permet de comprendre la stabilisation des effectifs scientifiques depuis 1965, en dépit des souhaits exprimés par les pouvoirs publics (p. 156).

Les réponses individuellement rationnelles des étudiants que simule le modèle de Lévy-Garboua ont « des conséquences sociales désastreuses » (p. 188) car « dans le processus d'éducation, la part de l'apprentissage se réduit comme une peau de chagrin parce qu'elle

(1) C'est-à-dire de formations faiblement valorisables sur le marché du travail.

(2) Que l'on peut caractériser par quelques chiffres (tableaux, p. 145-146) : la grande époque de croissance des effectifs d'étudiants de l'Université a duré de 1955 à 1970 (taux annuel de l'ordre de 9,7 %), avec un sommet entre 1961 et 1967 (accroissement annuel de 14 %). Il s'opère ensuite un ralentissement marqué (+ 3,4 %).

consomme du temps non rentabilisé, et la course au diplôme devient le principal enjeu ». Dans le même temps, le désinvestissement en temps d'étude aboutit à ce que le même diplôme exige un temps plus long pour être décroché, ce que semblent confirmer les chiffres de S. Cuénin sur la baisse tendancielle des taux de réussite (p. 164 et suivantes).

Il se peut toutefois (F. Orivel, p. 274) qu'un autre facteur ait joué dans le même sens. Il s'agit du taux d'encadrement des étudiants français, qui est faible par rapport aux autres pays européens, et a peut-être décliné après 1968 dans la mesure où le budget de l'enseignement supérieur par étudiant a lui-même baissé (tableau, p. 262). On aurait alors un bon exemple de cercle vicieux : la détérioration des perspectives professionnelles induit un moindre investissement en temps d'étude, qui abaisse encore la crédibilité du diplôme en même temps qu'elle incite les décideurs à « limiter les frais » d'un service collectif estimé peu productif, ce qui ne peut qu'aggraver ses dysfonctions (1).

3. EVALUATION A POSTERIORI DES RÉSULTATS

Commençons par un constat qui n'est pas dépourvu d'intérêt, sur le financement de l'enseignement supérieur. Cette sous-fonction collective pouvait apparaître comme très favorisée en 1969 puisqu'elle bénéficiait par rapport à 1952 d'un quadruplement de ses crédits (pour un P.N.B. multiplié par 2,3), compte tenu de l'évolution des effectifs d'étudiants. Mais, après 1969 (2), on voit s'opérer un décrochement brutal qui aboutit en 1978 à une dépense budgétaire par étudiant (en francs constants 1976) légèrement inférieure au niveau de 1960 (F. Orivel, tableau, p. 262). Sur le plan international, la France se trouvait en 1976 au 20^e rang pour la part du P.N.B. consacrée à l'enseignement supérieur, devançant l'Espagne, la Grèce et le Portugal. En second lieu, les calculs effectués par F. Orivel montrent que la gratuité de l'enseignement supérieur français est toute relative, puisque les Administrations (État, Collectivités locales, Caisse d'Allocations familiales) assurent une part du financement total *inférieure* à celle des agents privés — 47,5 % contre 52,5 %, — et que dans cette dernière fraction, le travail rémunéré des étudiants représente 21 points, soit presque la moitié de l'apport de l'État (44 %) (p. 270).

L'évaluation proprement dite porte d'abord sur la *rentabilité* privée et sociale des dépenses d'enseignement (Lévy-Garboua et Mingat, p. 132 et suivantes). Il apparaît que pour l'année 1970, il y a deux cas nets de *surinvestissement*, d'une part dans l'enseignement

(1) Cela n'est pas incompatible avec ce que dit R. Boudon du modèle de Lévy-Garboua lorsqu'il note que chaque étudiant a tendance à opérer la même réinterprétation des normes attachées à son rôle en substituant du temps de travail rémunéré à du temps d'étude, et que du même coup « cette réinterprétation ne nuit pas aux chances de succès scolaire des acteurs » (*La Logique du Social*, p. 80). Nul n'est effectivement pénalisé par rapport à ses concurrents, *mais* tous le sont collectivement par rapport à ce que donnerait une structure d'interaction moins irrationnelle. Par ailleurs, sur un plan plus théorique, on remarquera que ce modèle d'éligibilité introduit d'intéressantes nuances par rapport à *l'exit* et à la *voice* de Hirschmann. Dans le schéma conceptuel de ce dernier, l'insatisfaction des étudiants ne peut se traduire que par la « désertion » (baisse des taux de scolarisation par tranche d'âge, ce qui semble être le cas des U.S.A. depuis la fin des années 60) ou par la « protestation ». Or une tierce voie apparaît se dessiner ici, qu'on pourrait appeler une « désertion immobile » ou une « protestation muette », sous la forme d'une modification dans l'allocation des ressources en temps des étudiants.

(2) « Il peut sembler paradoxal que le sommet de la contestation étudiante se soit produit à la fin d'une période de croissance ininterrompue et exceptionnellement élevée du montant des ressources allouées par l'État au fonctionnement de l'enseignement supérieur, et que la sévère stagnation qui touche ce dernier aujourd'hui s'accompagne d'un silence étonnant sur les campus » (Orivel, p. 261). Il faut cependant souligner qu'une *décélération* de l'accroissement de la dépense budgétaire par étudiant apparaît *dès 1966*.

technique court, d'autre part dans les études scientifiques universitaires (1). En revanche, on ne peut pas déceler d'inefficacité globale quant à l'allocation entre investissements physiques et investissements humains (2).

On trouve également un essai d'évaluation des effets *redistributifs* de la politique d'éducation, calculés par Lévy-Garboua sur la période 1965-1970. Le bilan n'est pas mauvais quand on examine la manière dont les services budgétaires divisibles de l'Éducation nationale ont été utilisés par C.S.P. puisque les inégalités vont incontestablement en diminuant. Malheureusement, il apparaît que ce mouvement d'égalisation ne doit pas grand chose aux politiques redistributrices publiques (aides aux étudiants ou aux familles, redéfinition des filières éducatives). Il est imputable pour l'essentiel à « la demande spontanée des familles rendues plus prospères par la croissance économique et rendues plus conscientes de la rentabilité des études » (p. 345).

4. ÉLÉMENTS PRÉVISIONNELS

Il existe dans ce livre deux types de prévision. La première porte sur les effectifs futurs de bacheliers et d'étudiants. « Les processus de sélection à l'intérieur de l'enseignement secondaire conduisent à ce qu'un français sur quatre (25 %) passe avec succès le diplôme de fin d'études secondaires » (Orivel, p. 153).

Ce taux pourrait passer à 28 % en cas de réussite de la réforme Haby d'uniformisation des filières. Mais inversement, il est possible qu'il s'opère une légère baisse de la proportion (environ 80 %) de bacheliers qui passent dans le supérieur, soit parce que la part des baccalauréats techniques dont les titulaires s'orientent plus souvent directement vers le marché du travail est en augmentation, soit à cause de la contre-incitation créée par les mauvaises perspectives d'emploi offertes aux diplômées du supérieur (3). Les effectifs de futurs étudiants d'ici 1990 sont nés entre 1962 et 1973, et correspondent à des générations de l'ordre de 850 000 personnes. L'application des taux précités autorise à tabler sur un maximum annuel de 190 000 étudiants, qui a de bonnes chances d'avoisiner plutôt 170-175 000, soit un niveau proche des années 1975-1977. « D'où de graves problèmes pour la poursuite des progrès de la démocratisation » (p. 159).

Signalons en second lieu des simulations non datées (et dont le mode de calcul n'est pas précisé) sur ce que seraient les taux de scolarisation dans l'enseignement supérieur par C.S.P. sur la base de la distribution observée des Q.I., « dans l'hypothèse où les enfants de différentes origines sociales auraient connu des conditions de vie similaires à celles de la catégorie favorisée de référence », celle des professions libérales (Mingat, p. 317). On aboutit alors à un taux de scolarisation global dans le supérieur de 29,5 contre 17,1 % pour 1971-1972, et à des modifications assez sensibles de l'inégalité scolaire (voir tableau ci-après, p. 85).

(1) Il n'est donc pas irrationnel que le pourcentage d'étudiants s'inscrivant en sciences soit passé de 36 % en 1960 à 15 % en 1975 (Orivel, p. 150). On observera à l'inverse que « le rationnement des effectifs dans les écoles d'ingénieurs les plus prestigieuses comme l'École centrale de Paris semble avoir pour effet de maintenir la rentabilité sociale de leur enseignement au-dessus des autres. La protection qui en résulte pour l'ancien élève est d'autant plus grande que la filière est plus prestigieuse, comme l'atteste la comparaison des taux de l'École nationale supérieure des Arts et Métiers (E.N.S.A.M.) et de l'École centrale des Arts et Manufactures de Paris (E.C.P.) », qui sont respectivement de 10,9 et 14,6 % (Lévy-Garboua et Mingat, p. 132-133).

(2) Propos à nuancer compte tenu de ce qui est dit plus loin (section 4) sur la sous-utilisation du potentiel intellectuel français dans les structures actuelles de sélection scolaire.

(3) On peut à l'inverse se demander si ces mauvaises perspectives d'emploi n'inciteront pas à une prolongation des études, de manière à retarder le plus possible l'entrée dans un marché du travail peu accueillant.

Groupe social des parents	Taux de scolarisation Ens. supérieur (%) (1)	Taux de scolarisation mérito-réduite (%) (2)	Rapport (2)/(1)
Ouvriers agricoles	6,1	17,0	2,8
Agriculteurs	9,9	22,1	2,2
Ouvriers	8,2	23,9	2,9
Employés	21,2	35,8	1,7
Artisans-commerçants	19,8	40,0	2,0
Cadres moyens	44,2	53,4	1,2
Professions libérales	52,2	52,2	1,0
Cadres supérieurs	56,9	63,0	1,1
Ensemble	17,1	29,5	1,7

Dans cette perspective, dite de méritocratie réduite, on raisonne sur « les capacités intellectuelles visibles » dont chaque C.S.P. dispose effectivement, « quelles que soient les conditions plus ou moins favorables dans lesquelles elles se sont constituées » (p. 319). On peut envisager d'aller encore plus loin en cherchant à valoriser les talents naturels *avant* que le milieu ait pu faire sentir son influence (ce que Mingat appelle la méritocratie généralisée), en agissant sur « l'éducation informelle des enfants ». Mais il faut alors mobiliser les moyens puissants, et notamment « remettre en cause la position centrale de la famille quant à l'éducation et au développement des enfants ». L'auteur pense que sans aller jusqu'à ces extrêmes il devrait être possible d'améliorer l'efficacité globale du système par une affectation différente des talents. Il est dommage qu'il n'ait pas cherché à répondre d'avance à l'objection qui vient inévitablement à l'esprit en pareil cas, à savoir qu'une concrétisation de la « méritocratie réduite » accentuerait l'offre de diplômés par rapport à un marché du travail qui semble déjà être abondamment pourvu, et entraînerait donc leur dévalorisation.

5. PROPOSITIONS QUANT AUX POLITIQUES PUBLIQUES

Trois points sont à retenir. D'abord une conclusion négative qui surprendra maints lecteurs (Cuénin, p. 174 et suivantes) : si au lieu d'une sélection larvée et progressive par les échecs et abandons, il s'instaurait une sélection explicite à l'entrée de l'enseignement supérieur, le coût du diplômé n'en serait pas sensiblement modifié.

Deuxièmement, en analysant la rentabilité privée de l'enseignement selon les milieux sociaux, Lévy-Garboua fait observer (p. 36) que « *la formation post-scolaire*, essentiellement technique, apparaît plus rentable chez les milieux paysan et ouvrier que chez les autres. Elle l'est pas ailleurs davantage que la scolarité en ce qui concerne les fils d'ouvriers. Il se dégage donc l'impression qu'une très large extension de la formation post-scolaire pourrait diminuer l'inégalité des salaires à condition que les catégories actuellement défavorisées, qui devraient être les plus gros demandeurs, soient incitées à en bénéficier ».

La partie la plus substantielle, et d'ailleurs assez difficile d'accès, est représentée par le dernier chapitre du livre, rédigé par Lemennicier et Lévy-Garboua, qui y présentent une série de propositions de réforme du système d'aides publiques aux étudiants selon deux perspectives :

- redistribution du budget sans introduire de nouvelles techniques d'aide, illustrée par cinq programmes alternatifs reflétant en proportion variable les préférences des enseignants, des étudiants et des contribuables ;

— redistribution du budget s'accompagnant de nouvelles techniques d'aide (changement dans la conception des campus, prêts aux étudiants garantis par l'État).

On peut se demander si, pour l'élaboration de certains P.A.P. ⁽¹⁾, il y aurait intérêt à utiliser le genre de techniques mis en œuvre ici par nos deux auteurs, surtout à une époque où les contraintes financières conduisent finalement à faire admettre comme raisonnable le principe fort peu administratif, il faut bien l'avouer, consistant à « commencer par redistribuer le budget actuel de manière à obtenir l'optimum d'efficacité et d'équité » ⁽²⁾. Or, il faut bien reconnaître que la procédure des P.A.P. du VII^e Plan n'a pas été fortement marquée par ces règles de bon sens économique, et il serait regrettable que les mêmes errements soient répétés pour le VIII^e Plan, à moins bien sûr qu'il n'existe pour ce faire de fortes raisons qui auraient échappé à mon attention.

(1) Programme d'Action Prioritaire.

(2) Les auteurs ajoutent d'ailleurs : « Il sera toujours temps de déterminer ensuite quelle rallonge serait nécessaire pour atteindre un objectif plus élevé car on saurait déjà comment y parvenir *au moindre coût* » (p. 358).

RÉSUMÉS - ABSTRACTS

des articles contenus dans ce Numéro

L'ÉVOLUTION DES COÛTS HOSPITALIERS, HOPI-TAUX PUBLICS 1965-1977, par H. FAURE et S. SANDIER, *Consommation*, 1-1979, janvier-mars 1978, pages 3 à 38.

La croissance soutenue de l'activité hospitalière au cours des dernières années a fait de l'hospitalisation un secteur économique important, tant du point de vue des sommes en jeu que lorsqu'on se réfère à une politique de l'emploi.

L'analyse de la production hospitalière doit tenir compte du fait que l'activité de l'hôpital est composite. Au cours du temps, chaque composante de la production s'est accrue, mais la structure de la production s'est déformée : le nombre de journées s'est accru relativement lentement, tandis que les hospitalisations ont augmenté plus vite, et le nombre de consultants externes a cru plus rapidement encore.

En fait, on note que la nature des séjours hospitaliers s'est modifiée au cours du du temps : le séjour hospitalier s'est raccourci, le séjour hospitalier et la journée d'hospitalisation comportent plus d'exams diagnostiques et de traitements, la qualité de l'hébergement s'améliore avec une diminution du nombre de lits en salle commune et une meilleure qualité de la fonction « hôtellerie », l'activité de soins aux malades externes occupe une place croissante dans la production des hôpitaux et représente souvent une étape préliminaire ainsi qu'un prolongement de l'hospitalisation proprement dite.

Pour assurer le développement de leur activité, les hôpitaux ont dû accroître le volume des facteurs de production mis en œuvre : équipements lourds, personnels, et consommations intermédiaires, sans que l'on ait noté de substitutions entre ces trois types de facteurs.

L'accroissement des dépenses hospitalières qui a été en France, en moyenne, de 16,3 % par an entre 1950 et 1977 a donc résulté d'une part de l'accroissement du volume des facteurs et d'autre part de la progression des prix unitaires des facteurs.

THE EVOLUTION OF HOSPITAL COSTS, PUBLIC HOSPITALS 1965-1977, by H. FAURE and S. SANDIER, *Consommation*, 1-1979, January-March 1979, pages 3 to 38.

The unflagging growth of hospital activity over the last years has made hospitalization an important economic sector, both from the point of view of the money involved and employment policies.

Hospital production is heterogeneous. Over time, each component of production has increased, and the structure of production has changed: the number of days in hospital have increased relatively slowly, hospitalizations have increased quicker and the number of ambulatory cases have increased still quicker.

The nature of hospital stays has changed over time: the length of stays is shorter, the stay and the day in hospital include more tests and treatments, the comfort of patients has been improved through the decrease of the number of large wards and an amelioration of the hotel aspect of hospitals, the care to out-patients has an increasing part in hospital production and often is a preliminary to and a continuation of hospitalization strictly speaking.

To provide for the development of their activities, hospitals have had to increase the volume of the means of production: heavy equipment, personnels, intermediate consumptions, but no substitution has been noted from one to the other of these factors.

The increase of hospital expenditure, which in France has been 16,3% a year on the average from 1950 to 1977 is therefore the result of the growth of the volume of means and of the increase of their unitary prices.

L'analyse du poids des facteurs d'accroissement des dépenses montre que la limitation de la croissance des coûts hospitaliers à un taux prédéterminé impliquerait que l'on limite surtout la progression des facteurs de production puisque le coût de ces facteurs, lui, dépend essentiellement du contexte économique général. Opter pour un taux d'accroissement de la dépense hospitalière reviendrait donc indirectement à fixer le taux de progression hospitalière et donc à choisir le degré d'utilisation des possibilités diagnostiques et thérapeutiques.

An analysis of the weight of the factors of increase of expenditure shows that a limitation of the increase of expenditure to a given rate would imply especially a restriction of the means of production since their cost depends essentially on the general economic background. Choosing a rate of increase of hospital expenditure therefore comes to choosing the degree to which possibilities of diagnosis and therapeutics are used.

APERÇUS SUR LES UTILISATIONS POSSIBLES DE LA COMPTABILITÉ EN TEMPS DE TRAVAIL, par GUY CAIRE. *Consommation*, 1-1979, janvier-mars 1978, pages 39 à 59.

A SURVEY OF THE POSSIBLE USES OF ACCOUNTING IN TERMS OF HOURS OF LABOR REQUIRED TO PRODUCE GOODS AND SERVICES, by GUY CAIRE. *Consommation*, 1-1979, January-March 1979, pages 39 to 59.

La méthode de l'équivalent travail est une transposition du tableau entrées-sorties; elle présente les mêmes exigences de cohérence que la comptabilité nationale dont elle est issue mais requiert des hypothèses ou conventions spécifiques (circularité des flux, homogénéité des produits, traitement des importations). Deux grandes catégories d'utilisations pratiques peuvent être distinguées :

The method to assess the amount of labor required to produce goods and services is derived from the input-output tables; consistency is as binding as for National Accounts from which it stems, however specific assumptions have to be made (circularity of flows, homogeneity). The use of two different types of methods is noted:

- les premières, retrospectives, s'intéressent au contenu en travail des produits des différentes branches ou à l'analyse de l'accumulation du capital;
- les secondes, prévisionnelles concernant la structure des emplois associée à une évolution de la demande finale. Les problèmes qui demeurent en suspens sont liés aux contraintes issues du cadre comptable (définition de la production, traitement de la F.B.C.F., du commerce extérieur ou intérieur, des institutions financières et des administrations) soit à celles découlant d'un calcul en temps de travail et notamment à la détermination du temps de travail nécessaire et à la prise en compte de l'hétérogénéité des travaux réalisés.

- the first type, retrospective, deals with the amount of labor required to produce the products of the different branches or with the analysis of the gross accumulation of capital;
- the second, prospective, deals with the job structure linked to the change of final demand—The unsolved problems concern either the constraints of the accounting framework (how to define production, how to treat foreign and domestic trade, gross fixed capital formation, financial intermediaries, general government agencies), or the constraints stemming from the estimates in terms of hours of labor, particularly of the amount of working hours and the heterogeneous skills involved to produce the products.

IMPRIMERIE GAUTHIER-VILLARS, 70, rue de Saint-Mandé, 93100 Montreuil

Dépôt légal 1979 : Imprimeur : 2250 — Éditeur : 020 — CPPP 56687

195860-79

3^e trimestre 1979

Imprimé en France

Le directeur de la publication : J.-M. BOURGOIS

CONSOMMATION (ANNALES DU C.R.E.D.O.C.)

1976

- N° 1. — Analyse de contenu et contenu de l'analyse. — Application d'un problème de classification avec contrainte de contiguité.
- N° 2. — L'enquête de 1970 sur les consommations médicales. — Comparaison d'un modèle factoriel et d'un modèle hiérarchique.
- N° 3. — La représentation des artisans dans la statistique officielle. — L'hospitalisation et sa place dans les dépenses médicales en 1970. — La nouvelle théorie du consommateur et la formation des choix.
- N° 4. — La laxonomie nosologique. Classification des maladies dans l'enquête de 1970 sur les soins médicaux. — Les bénéficiaires des dépenses de l'Éducation Nationale en 1965 et 1970. Analyse par catégorie socio-professionnelle.

1977

- N° 1. — Projections de la production et de la consommation de soins médicaux, VII^e Plan (1975-1980). — La validité des résultats en analyse des données. — Les conditions de logement des travailleurs migrants en France.
- N° 2. — Influence des facteurs socio-économiques sur l'hospitalisation. — Le rôle des statistiques dans l'évolution de la politique de la santé. — Consommations alimentaires et comportements socio-économiques. — Les conditions de logement des travailleurs migrants au Luxembourg.
- N° 3. — Sur les effets redistributifs des services collectifs destinés aux familles. — La consommation comme production. — Données statistiques sur l'artisanat.
- N° 4. — Les personnes âgées vivant en institution : caractères socio-démographiques, autonomie et handicaps. — Barrière à l'entrée, turbulences et facteurs d'exclusion de l'artisanat. — Les conditions de logement des travailleurs migrants en Italie. — Les conditions de logement des travailleurs migrants en Irlande.

1978

- N° 1. — Calcul d'un indice des prix de l'hospitalisation à l'Assistance Publique de Paris. — Le concept de capital culturel. — Les problèmes posés par les comparaisons internationales, cas de l'étude de la pharmacie. — Les conditions de logement des travailleurs migrants en Grande-Bretagne.
- N° 2. — La copropriété contre les copropriétaires. Les effets redistributifs des finances publiques dans le secteur des transports. Comparaison de la date de commercialisation des médicaments et de la date de découverte des principes actifs.
- N° 3. — Les effets redistributifs des finances publiques en 1965 et 1970. — La concentration des dépenses de santé : les 10 % plus forts consommateurs. — Les effets redistributifs des finances publiques dans le domaine des transports urbains.
- N° 4. — Épargne et inflation. — Analyse du contenu, codage et analyse des données. — Le coût de la sécurité du consommateur.

SOMMAIRE DES PROCHAINS NUMÉROS

Le travail féminin, famille et système productif. Durée de vie, rationalité économique et mode de développement. Prospection sur le marché du travail et mobilité géographique. Les effets économiques et financiers de l'évolution démographique.

sommaire

ÉTUDES

HUBERT FAURE ET SIMONE SANDIER

L'évolution des coûts hospitaliers, hôpitaux publics
1965-1977..... 3

GUY CAIRE

Aperçus sur les utilisations possibles de la comptabilité
en temps de travail..... 39

NOTES ET CHRONIQUES

PATRICK CLAPIER ET JEAN-LOUP MADRE

Note sur la structure des budgets familiaux et des
impôts indirects..... 61

BIBLIOGRAPHIE

BERNARD CAZES

Des économistes analysent le système éducatif..... 81

RÉSUMÉS-ABSTRACTS..... 87

**CENTRE DE RECHERCHE
POUR L'ÉTUDE
ET L'OBSERVATION
DES CONDITIONS DE VIE**
142, rue du Chevaleret
75634 PARIS CEDEX 13
Tél. 584-14-20

1979 n° 1
Janvier-Mars